

S.C.H. 775,0

EMBARGO: Vendredi 13 mai 1977
12 heures

aa

D i s c o u r s

de Monsieur le Conseiller fédéral Pierre GRABER,
Chef du Département politique,
à la réunion de Vienne des Chefs de Gouvernements de l'AELE

- Vendredi 13 mai 1977 -

Monsieur le Président,
Messieurs les Premiers Ministres,
Chers collègues,

L'Association que nous avons fondée ensemble il y a 17 ans atteindra dans quelques semaines un de ses objectifs majeurs; nous sommes d'autant plus heureux de ce résultat que notre participation à l'AELE nous était dictée par notre profond attachement à l'Europe, dont nous avons partagé l'histoire et dont trois des grandes civilisations se rencontrent sur notre sol.

C'est parce que nous avons cru à cette Europe, à sa renaissance des cendres de la deuxième guerre mondiale, à sa vocation universelle un moment ternie, au rayonnement de son génie intellectuel et scientifique, à sa créativité dans le domaine économique, que nous nous sommes associés avec conviction à l'oeuvre de coopération internationale qui est la marque distinctive des trente années passées. Nous n'avons pu, pour des motifs politiques (notre neutralité, les particularités de nos structures fédéralistes qui sont pour notre Etat des fondements essentiels), adhérer à la Communauté économique européenne. C'est à travers l'AELE que nous avons voulu apporter notre contribution à la construction de l'Europe. L'étape que marque la date du 1^{er} juillet, soit l'aboutissement des efforts d'établissement d'une solution européenne de libre échange d'ensemble, témoigne de la réalité de notre engagement européen.

La présente rencontre est une occasion de réflexion sur les moyens d'intensifier et d'approfondir une coopération qui s'est révélée jusqu'ici si fructueuse. Il va de soi que nous entendons la poursuivre dans le cadre de notre Association, fidèles aux principes qui ont présidé à sa création, et en collaboration avec nos partenaires de la Communauté avec lesquels nous avons établi des liens économiques si étroits. Mais cette coopération doit aussi s'étendre à nos activités extérieures à l'AELE, dans les enceintes où nous sommes représentés et dans nos relations avec d'autres groupes.

Je pense ici d'abord au Conseil de l'Europe, organisation à laquelle nous sommes particulièrement attachés parce qu'elle se fonde sur un concept commun de la liberté et des institutions démocratiques, qu'elle est un forum privilégié des pays d'Europe occidentale et le point de rencontre où nos partenaires de la Communauté, en particulier, peuvent débattre avec nous des questions qui nous préoccupent tous.

Nos relations avec la Communauté sont de première importance. Elles connaîtront une sorte de couronnement le 1^{er} juillet. Elles devraient être renforcées et étendues de manière pragmatique et en tenant compte des intérêts mutuels: le champ est large et la volonté existe des deux côtés. Un problème particulier retient notre attention: celui qui résulte pour nous de l'adhésion de nouveaux membres à la Communauté. Nous voyons avec sympathie cette adhésion, dans toute la mesure où elle constitue le gage d'un renforcement de la démocratie en Europe. Ce m'est une occasion très bienvenue de saluer ici la présence des éminents représentants du Portugal démocratique, le Président Soares en tête. Autant nous avons suivi avec ferveur la création, par une manifestation importante de la volonté populaire, de la nouvelle démocratie portugaise, autant nous pouvons exprimer notre conviction qu'il est dans l'intérêt majeur de la grande famille des pays démocratiques de l'Occident de soutenir les premiers pas d'un nouveau membre que les difficultés économiques et sociales rendent encore fragile.

- 3 -

Un autre cadre dans lequel je vois la possibilité d'accroître nos efforts est l'OCDE, où nous pouvons nous rencontrer avec les grands pays industriels occidentaux, avec qui nous avons tant de choses en commun.

Les liens qui nous unissent aux pays d'Europe occidentale ne doivent pas nous faire oublier l'effort que nous poursuivons dans le cadre de l'Europe entière par le moyen de la CSCE, et le processus de patient rapprochement des pays du continent, dont la prochaine étape sera la Conférence de Belgrade. Les membres de notre Association ont le devoir de ne rien négliger pour que ce processus puisse se poursuivre. Raisonnablement, on peut espérer que si le dialogue engagé à Helsinki n'a porté jusqu'ici que des fruits modestes, il en fera mûrir d'autres à l'avenir.

Une des caractéristiques des membres de notre Association est leur ouverture sur le monde. Celle-ci leur impose une attitude positive dans le dialogue Nord - Sud, pour répondre aux légitimes aspirations des pays en voie de développement d'accroître leur potentiel économique.

Dans tous ces domaines, je suis sûr que nos pays, forts de leur expérience historique, ont un rôle important à jouer, un rôle auquel ils ne doivent ni ne peuvent renoncer.

- - - - -